

20231108 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/53070/litalie-delocalise-une-partie-des-demandes-dasile-en-albanie>

[Actualités](#)



Le Premier ministre albanais et son homologue italienne lors de la signature de l'accord à Rome, le 6 novembre 2023. Crédit : Picture alliance

L'Italie délocalise une partie des demandes d'asile en Albanie

Par [La rédaction](#) Publié le : 07/11/2023

L'Italie va ouvrir en Albanie, un État non-membre de l'Union européenne, deux centres pour prendre en charge les demandeurs d'asile arrivés sur les côtes italiennes, en vertu d'un accord signé lundi à Rome par la Première ministre Giorgia Meloni avec son homologue Edil Rama. Les oppositions et les défenseurs des droits sont vent debout contre cet accord.

Dès le printemps 2024, les migrants secourus en Méditerranée par les garde-côtes italiens seront transférés en Albanie, pays non-membre de l'Union européenne (UE), a annoncé lundi 6 novembre la Première ministre italienne Giorgia Meloni.

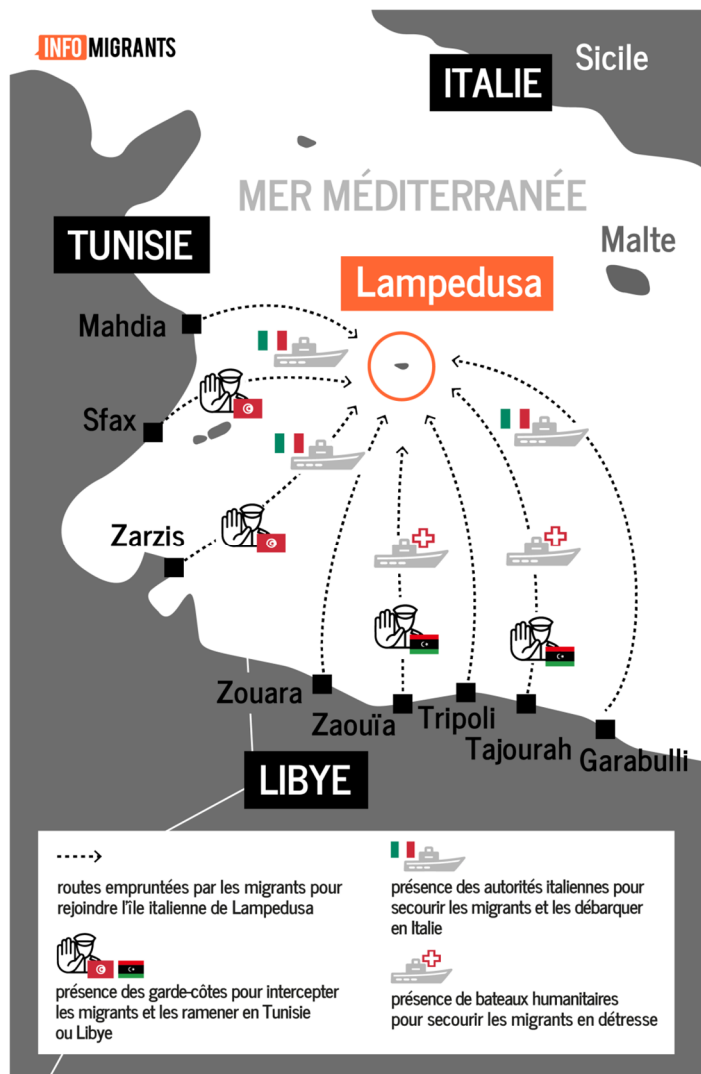
L'accord, signé à Rome avec le Premier ministre albanais Edil Rama, prévoit de prendre en charge jusqu'à 3 000 demandeurs d'asile en même temps, soit environ 39 000 personnes par an d'après les prévisions des autorités.

Les mineurs, les femmes enceintes et les publics vulnérables exclus de l'accord

Deux centres vont être construits, aux frais de l'Italie : un premier destiné aux procédures de débarquement et d'identification au port de Shengjin, en face de la ville côtière italienne de Bari (Pouilles) ; et un deuxième à une vingtaine de kilomètres à l'intérieur des terres, à Gjader, chargé de l'aspect administratif de la demande d'asile.

>> *À (re)lire* : [Italie : un bateau de pêche avec 426 migrants débarque à Lampedusa](#)

Ces "deux structures d'entrée et d'accueil temporaire des immigrants sauvés en mer" permettront de "mener rapidement les procédures de traitement des demandes d'asile ou les éventuels rapatriements", indique un document communiqué à l'AFP par les services du gouvernement. Les exilés y resteront "le temps nécessaire" au traitement de leur dossier.



Les migrants arrivent en Italie principalement depuis la Libye et la Tunisie. Crédit : InfoMigrants

Ces centres seront placés sous juridiction italienne et bénéficieront de la collaboration des forces de police albanaises pour les activités de sécurité et de surveillance.

Cet accord italo-albanais "ne concerne pas les mineurs, les femmes enceintes, et les personnes vulnérables", a précisé lundi Giorgia Meloni lors de déclarations à la presse au siège du gouvernement aux côtés d'Edil Rama. Par ailleurs, ce dispositif s'applique uniquement aux personnes secourues par des navires italiens, et non par des ONG.

"Si l'Italie lance un appel, l'Albanie répond présente"

Confrontée à une augmentation des arrivées de migrants, l'Italie tente par tous les moyens de réduire le flux. Depuis le début de l'année, plus de 143 000 exilés ont débarqué dans le pays, contre 88 000 à la même période de 2022. Rome a, à de multiples reprises, fait appel à la solidarité de ses partenaires européens, sans grand résultat jusqu'ici.



En septembre, l'île italienne de Lampedusa a vu environ 10 000 migrants arriver en seulement quelques jours.
Crédit : Reuters

"Si l'Italie lance un appel, l'Albanie répond présente", a affirmé Edil Rama, s'attirant le soutien de Giorgia Meloni pour entrer dans l'Union européenne. "L'Albanie confirme qu'elle est un pays ami et bien qu'elle ne fasse pas encore partie de l'UE elle se comporte comme si elle était un État membre", a affirmé la dirigeante italienne d'extrême droite. "Je suis fier que l'Italie soit depuis toujours au nombre des pays soutenant l'élargissement aux Balkans occidentaux".

L'Italie est le premier partenaire commercial de l'Albanie, et les échanges entre les deux pays représentent 20% du PIB albanais.

"Guantanamo italien"

Cet accord ne fait pas l'unanimité sur le sol italien. L'opposition au gouvernement de coalition entre l'extrême droite et la droite dirigé par Giorgia Meloni s'est élevée contre la signature de ce texte instituant "une véritable déportation en violation flagrante du droit international", selon les mots du député de l'Alliance Verts et Gauche Angelo Bonelli. "Le principe du non-refoulement est clair et ne peut pas être contourné. Nous ne pouvons pas tolérer que le droit d'asile soit vidé de sa substance à travers des accords prévoyant de déplacer des personnes dans un pays hors UE sans garanties suffisantes pour leurs droits fondamentaux", a-t-il dénoncé.

>> [À \(re\)lire : Prolongement de la durée de détention, ouverture de centres de rétention... l'Italie durcit le ton contre les migrants irréguliers](#)

Le député et secrétaire du parti d'opposition Più Europa, Riccardo Magi, parle quant à lui d'un accord qui "fait peur". "On crée une sorte de Guantanamo italien, en dehors de toute norme internationale, en dehors de l'UE, sans la possibilité de contrôler la détention des personnes enfermées dans ces centres", s'est-il insurgé sur X (ex-Twitter).

Plusieurs défenseurs des droits ont déjà fait part de leur intention de saisir la justice pour abolir cet accord, jugé illégal. "Nous voulons savoir sur quelles bases juridiques se fonde l'expulsion des naufragés vers l'Albanie", s'est interrogé sur X l'avocate Rosa Emmanuela Lo Faro, affirmant préparer des "poursuites devant les tribunaux, la cour de cassation et la CEDH [Cour européenne des droits de l'Homme, ndlr]".

Ce partenariat entre l'Albanie et l'Italie sur le traitement des demandes d'asile rappelle celui entre le Royaume-Uni et le Rwanda. Un [accord signé entre les deux pays en avril 2022](#) prévoit que Kigali traite les demandes d'asile des migrants arrivés de manière irrégulière en Angleterre, en échange de 144 millions d'euros. Mais ce texte n'en est encore qu'au stade de projet, [la justice britannique ayant retoqué le texte](#) en appel en juin dernier en raison de son "illégalité". L'accord n'est cependant pas encore totalement entériné, le gouvernement a déposé un recours devant la Cour suprême, qui n'a encore rendu son verdict.